

Liens entre l'OTAN et l'Union Européenne

Contresommet de l'OTAN 25 mai 2017

Atelier B1 de 11h30

Christian Pierrel

Je suis très heureux de partager cette tribune avec notre ami Rainer, pour plusieurs raisons, (celle de s'être retrouvé lors du contre sommet de Strasbourg) mais l'une d'elle, essentiellement politique nous concerne plus particulièrement. En effet, les gouvernements de la France et de l'Allemagne jouent aujourd'hui un rôle très important dans la mise en place de l'Europe de la défense. En tant que militants pour la solidarité internationale entre les peuples, en tant que militants contre les guerres et les politiques de guerre et pour la paix entre les peuples, nous avons des tâches et des responsabilités particulières, en France et en Allemagne. Des tâches et des responsabilités que nous partageons bien évidemment avec tous les militants et militantes des pays d'Europe – et n'oubliions jamais que l'UE n'est pas l'Europe, et des pays d'Afrique, des Etats Unis, car le monde est plus grand que l'Europe. C'est toute l'importance du caractère international de ce contre sommet

Pour parler des relations entre l'UE et l'Otan, il est très utile et éclairant de revenir au début des années 50, quand l'Otan existait déjà (crée en 1949) et que la construction européenne faisait ses premiers pas. Des premiers pas qu'elle a faits déjà avec l'Otan.

On en était à la politique commune économique et politique dans le domaine de la production de l'acier et de l'extraction du charbon – la fameuse CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier) qui regroupait la France, la RFA, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas. C'était une organisation supra nationale pour assurer le développement économique de ce secteur, à travers un marché unique, un secteur qui est à la base de l'industrie de guerre, avec l'idée que cette collaboration franco allemande dans ce domaine en particulier était une garantie de paix en Europe.

L'ambition des promoteurs de la CECA allait plus loin. La CECA devait, pour un certain nombre de ceux qui ont été présentés depuis, comme les « pères de l'Europe », servir de modèle pour une construction européenne supranationale en matière d'armée, d'industrie d'armement et de politique de guerre. Cela portait le nom de Communauté européenne de défense, un projet qui a été discuté de 1952 à 1954. Cette CED a été poussée, dès le début par les dirigeants établis, en pleine guerre de Corée, en pleine confrontation avec l'URSS.

Pour les dirigeants US, il fallait rapidement construire une force armée européenne, composée des armées des Etats européens, totalement intégrée à l'Otan, sous le commandement de l'Otan, dont le chef était directement nommé par le président US, et pour cela, il fallait pousser au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest et l'intégrer dans l'Otan, ce qui sera fait en mai 1955. Une dizaine de jours plus tard, l'URSS créait le Pacte de Varsovie.

Je ne vais pas entrer dans les polémiques que le projet de CED a suscitées, les profondes divisions qu'il a entraînées dans plusieurs pays et je ne vais pas aborder ici les raisons pour lesquelles ce

projet a été enterré en 1954, par les députés français, très divisés, ce qui a immédiatement entraîné l'abandon du projet au niveau européen.

Mais je veux souligner trois aspects qui nous intéressent aujourd'hui, au moment où il est à nouveau question de défense européenne.

Les plus farouches partisans de la construction européenne n'ont jamais remis en cause le « lien » avec l'Otan, un lien quasi « naturel », aussi « naturelle » qu'était l'hégémonie US à leurs yeux, dans la confrontation avec l'URSS, et plus généralement le communisme et tous les mouvements qui contestaient le système capitaliste.

Cette confrontation a toujours été vue sous l'angle de la confrontation militaire et dans ce cadre, les Etats européens devaient s'y préparer, en liaison étroite avec les USA et son instrument, l'Otan.

Enfin, parmi les partisans les plus déterminés de ce projet, on trouvait déjà ce qu'on peut appeler l'ancêtre des partis socialistes, en particulier en France.

C'est de là que datent les liens entre la construction européenne et l'Otan : des liens quo n'ont jamais cessé, qui n'ont jamais été remis fondamentalement en cause.

La CED ne s'est pas concrétisée, mais sous la pression de l'impérialisme US et de son fidèle allié britannique, avec le soutien des principaux dirigeants de tous les Etats européens, membres de l'Otan, la République fédérale d'Allemagne s'est réarmée et elle a intégré l'Otan : c'est une illustration claire du caractère belliciste de l'Otan, du rôle qu'il joue dans la militarisation des relations internationales, dans la course aux armements.

Les bases Otan dans différents pays de l'UE aujourd'hui, dont plusieurs abritent des armes nucléaires, l'extension de l'Otan à l'Est, toujours plus près des frontières de la Russie, le fait que sur les 28 membres de l'Otan, 22 sont membres de l'UE, sont la continuité de cette politique.

Ce lien quasi organique se traduit notamment par le fait que tous les Etats de l'est européen qui ont rejoint l'UE ont d'abord adhéré à l'Otan et que cela continue avec l'Ukraine, demain la Géorgie...

Cette question est traitée dans l'atelier consacré à l'élargissement de l'Otan. Je ne vais pas la développer ;

Je voudrais aborder trois points :

L'inscription de ce lien dans les deux traités européens ; celui de Maastricht et celui de Lisbonne ;

Les récentes déclarations de Merkel et de Hollande sur la relance de l'UE, suite au Brexit, par le développement de la politique européenne de défense ;

Le rôle joué par la France dans l'entraînement de l'UE dans les guerres en Afrique, au nom de la lutte contre le terrorisme.

Pour ce qui est des traités de Maastricht et de Lisbonne, il est important de souligner le lien qu'il y a entre le cours néolibéral que ces deux traités « gravent dans le marbre » et l'affirmation de la nécessité de développer une politique européenne de défense, en étroite collaboration avec l'Otan. Il est de plus en plus question à partir de là, dans les textes et les déclarations des dirigeants des Etats membres de l'UE, dans ceux de la commission européenne... de la défense des intérêts vitaux de l'UE dans le monde, entendez par là l'accès aux sources d'énergie, notamment le pétrole, mais aussi aux minéraux stratégiques, qui sont notamment situés en Afrique. Les dirigeants de l'UE affichent par là les ambitions impérialistes de l'UE, en tant que bloc, mais aussi les ambitions que les principales puissances en Europe, le Royaume Uni, l'Allemagne et la France, qui dominent l'UE.

Les traités de Maastricht et de Lisbonne parlent de la nécessité de développer une industrie européenne de la défense, sur le modèle de l'Airbus, qui, rappelons le, est un des plus importants monopoles d'armement, notamment en matière aéronautique, spatial, en matière de missiles, de satellites... N'oublions pas que les fusées Ariane décollent de la base européenne de Kourou, en Guyane, une colonie française qui a été récemment secouée par un important mouvement social qui nous concerne tous.

Dans leurs récentes déclarations Merkel et Hollande ont dit que cette politique de défense était aujourd'hui la colonne vertébrale de la construction européenne, une politique qui reprend les objectifs des 2% et qui n'exclut plus la question des armes nucléaires. C'est donc une construction au service d'une politique de guerre.

La construction européenne ne gomme pas les contradictions entre les grandes puissances, notamment la France et l'Allemagne, mais elle se fait dans l'intérêt des monopoles les plus puissants, qui se restructurent, coopèrent dans certains domaines et sont en concurrence dans d'autres, le tout sur le dos des travailleurs et des peuples.

Pour terminer, je veux insister sur ce qui se passe actuellement en Afrique, dans le Sahel et plus particulièrement au Mali. Le nouveau président, Macron, s'est rendu au Mali pour réaffirmer l'engagement de la France dans cette guerre contre le terrorisme, qui s'inscrit dans la guerre menée par les USA et l'Otan. Il veut que le gouvernement allemand s'implique davantage et que l'UE s'implique davantage. C'est ce que Trump veut également, en demandant que chaque membre prenne en charge une part du « fardeau », notamment financier de ce combat qu'il veut mener sur le plan mondial.

Pour conclure, je pense qu'il faut dire très clairement qu'une « défense européenne » est une politique de guerre, pour défendre les intérêts des Etats capitalistes, impérialistes et des monopoles. Elle n'est ni une « alternative » progressiste à l'Otan, bien au contraire : elle en est le complément.

Ni Otan, ni Europe de la défense.

Travaillons à la solidarité internationale et à la paix entre les peuples.

Christian Pierrel

Réponses à des questions :

Parmi les questions soulevées dans l'atelier, suite à l'intervention de Rainer Braun et les commentaires que j'y ai fait, il y a celle des pays non membres de l'Otan (« neutres ») : « que pouvons-nous faire ? ». Le représentant du mouvement contre la base irlandaise de Shannon a apporté l'expérience de ce combat qui mobilise des secteurs importants de la population irlandaise.

Plusieurs questions ont porté sur la possibilité ou non de « démocratiser la construction européenne », de faire de l'Europe « une zone démilitarisée ». Différents points de vue ont été exprimés là-dessus. Dans la réponse que j'ai donnée, en complément des positions développées dans l'intervention, j'ai insisté sur la nécessité de développer, dès maintenant, la solidarité entre les peuples, de renforcer la coopération entre les organisations qui luttent pour la paix entre les peuples, contre les guerres.